

# IN 179: ne mettons pas en péril la prospérité genevoise



Par Alexandre de Senarclens

L'UNIQUE OBJET DE LA VOTATION CANTONALE DU 12 MARS PROCHAIN EST L'INITIATIVE POPULAIRE 179 VISANT À AUGMENTER LA FISCALITÉ DES ACTIONNAIRES PRINCIPAUX. ALEXANDRE DE SENARCLENS, DÉPUTÉ, EXPLIQUE LES RAISONS DE S'OPPOSER À CE TEXTE.



*L'IN 179 péjorerait l'activité entrepreneuriale exercée par le biais d'une personne morale par rapport à celle exercée en raison individuelle.*

## 2023, L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS !!!

Oui, l'année 2023 sera l'année de tous les dangers dans le domaine fiscal. De quoi dynamiser l'économie genevoise et les ressources de l'État de Genève tant les sujets sur lesquels nous aurons à voter durant le premier semestre pourraient faire partir les principaux entrepreneurs du canton. L'IN 179 sur la fiscalisation partielle des dividendes (sujet du présent article), l'IN 185 qui vise à une augmentation de 50 % de l'impôt sur la fortune et aussi l'IN 181 pour la création de 1000 emplois sociaux et écologiques (et la réduction de la durée du travail)... À ces sujets s'ajouteront encore des votations sur la réforme de la fiscalité de l'OCDE (BEPS), de l'imposition immobilière, de l'impôt sur les véhicules et celle de la taxe professionnelle, sans parler des élections cantonales et fédérales. Vaste programme...

## CONTRE LA DOUBLE IMPOSITION DES ENTREPRENEURS-ACTIONNAIRES

Mais concentrons-nous sur l'IN 179 sur laquelle les électeurs genevois auront à se prononcer le 12 mars 2023. De quoi s'agit-il? Notre législation prévoit actuellement que les dividendes versés à un actionnaire d'au moins 10 % d'une société (SA, SA en commandite par actions, Sàrl) sont imposables à hauteur de 70 %. En d'autres termes, l'actionnaire qui perçoit un dividende de CHF 100.– sera imposé sur un montant de CHF 70.–. Cette fiscalité partielle des dividendes ne vise pas à avantager l'actionnaire (d'au moins 10 % du capital) mais, au contraire, à éviter qu'il subisse un désavantage en subissant une double imposition économique. En effet, les profits générés par une société sont déjà frappés de l'impôt sur le bénéfice (au sein de la personne morale d'environ 14 %), puis une seconde fois lors de la distribution à l'actionnaire au titre de l'impôt sur le revenu.

Cette initiative, lancée par la gauche, nuirait à ceux qui entreprennent dans le canton, créent des emplois et paient la majeure partie des impôts du canton. Il faut évidemment la rejeter pour les principaux motifs suivants:

- (i) L'atténuation de la double imposition économique, connue dans tous les pays de l'OCDE, a été confirmée en votation populaire le 19 mai 2019 dans le cadre de la réforme de l'imposition des entreprises (RFFA). Les entrepreneurs du canton ont besoin de stabilité fiscale.
- (ii) Cette initiative constituerait une hausse d'impôts très importante d'environ CHF 100 à 150 millions.
- (iii) Elle péjorerait l'activité entrepreneuriale exercée par le biais d'une personne morale par rapport à celle exercée en raison individuelle.

- (iv) Le canton de Genève est d'ores et déjà celui qui impose le plus les hauts revenus. Cette initiative viendrait détériorer encore l'attractivité du canton. Comme nous le savons, Genève exploite d'ores et déjà le plus son potentiel fiscal.
- (v) Nous risquons le départ de ces entrepreneurs. Ceux-ci disposent bien souvent de hauts revenus et cela aurait un impact considérable sur les finances publiques. Rappelons que seulement 4,2 % des plus importants contribuables genevois paient 48,4 % de l'impôt cantonal sur le revenu. Sur un plan international, il va de soi que l'attractivité du canton de Genève s'en ressentirait fortement. En effet, il suffirait de choisir un autre canton ou un autre pays de l'OCDE pour trouver un environnement fiscal plus avantageux.
- (vi) Tous les cantons suisses atténuent la double imposition économique et fiscalisent donc partiellement les dividendes. Genève se singulariserait une fois de plus si cette initiative était votée.

## UN «AUTOGOAL»

Ainsi, contrairement à ce que prétendent les initiants, l'IN 179 ne va pas augmenter les ressources fiscales du canton mais au contraire l'appauvrir en décourageant l'entrepreneuriat et inciter les plus importants contributeurs du canton à aller se domicilier dans un autre canton. Il est essentiel de se mobiliser pour un non massif dans les urnes le 12 mars prochain.

*Les entrepreneurs du canton ont besoin de stabilité fiscale.*